

Brecher, Michael and James, Patrick. *Crisis and Change in World Politics*. Boulder (Col.), Westview Press, 1986, 171 p.

Jacques Fontanel

Volume 18, numéro 3, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702217ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702217ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Fontanel, J. (1987). Compte rendu de [Brecher, Michael and James, Patrick. *Crisis and Change in World Politics*. Boulder (Col.), Westview Press, 1986, 171 p.] *Études internationales*, 18(3), 651–653. <https://doi.org/10.7202/702217ar>

## 2. COMPTES RENDUS

### *THÉORIES, IDÉOLOGIES ET PROBLÈMES INTERNATIONAUX*

BRECHER, Michael and JAMES, Patrick,  
*Crisis and Change in World Politics*.  
Boulder (Col.), Westview Press, 1986,  
171p.

L'analyse des crises internationales fait généralement la part belle à la réflexion déductive, aux perceptions personnelles, voire aux idéologies. Le livre de Brecher et James essaie de quantifier l'intensité et l'importance des conflits militaires depuis 1929. Pour ce faire, il se propose de former des concepts significatifs, susceptibles d'améliorer la connaissance du fonctionnement du système international, à partir d'une étude des définitions les plus significatives de la littérature contemporaine. Il essaie de revitaliser les concepts classiques de stabilité et d'équilibre, tout en fournissant les bases théoriques pour une compréhension opérationnelle de l'importance et de la sévérité des crises. Les indicateurs empiriques de la gravité immédiate et de l'importance à long terme des crises internationales sont analysés, afin de mettre en place des indices généraux, sous une forme comparable à l'échelle de Richter pour les tremblements de terre. Enfin, la prédiction de l'importance à long terme des crises systémiques sur la base de leur sévérité immédiate est proposée, ce qui constitue une étape essentielle de la capacité à anticiper les conséquences probables des crises actuelles.

L'objectif est d'aboutir d'abord à une définition des crises de système qui soit valide, utile et compréhensible. Aucune définition de système international est universellement acceptée. Plusieurs définitions ont été présentées, notamment de Kaplan, Hoffmann, Rosecrance, Aron, Haas, McClelland, Young, Waltz, mais elles s'avèrent souvent soit incomplètes, soit inopératoires. Le concept de « changement » est la clef de la distinction entre la stabilité et l'équilibre. Il est défini

comme une modification ou une altération du comportement des interactions existant entre deux ou plusieurs acteurs, dans le sens d'une aggravation des conflits ou d'une coopération. Ce sont donc des actes ou des événements qui dépassent les frontières des fluctuations ou des relations normales. La stabilité est alors analysée comme un changement à l'intérieur de frontières explicites. L'instabilité désigne, *a contrario*, le changement qui va au-delà des ordres de grandeurs normaux des fluctuations. La stabilité n'implique pas nécessairement l'équilibre, qui peut être défini comme l'état régulier d'un système, alors que le déséquilibre fait apparaître des effets irréversibles. Tout système a des règles implicites ou explicites de fonctionnement et la violence apparaît souvent comme un instrument de gestion des crises. La violence qui excède ce qui est normal constitue une instabilité, mais pas un déséquilibre, à moins que cette violence ne remette en cause la structure du système. Un déséquilibre implique une forte instabilité, mais l'inverse n'est pas obligatoire.

Les définitions de crise ont deux défauts principaux. D'abord, elles ne sont pas reliées effectivement au corps principal de la littérature des systèmes ou des sous-systèmes. Elles n'intègrent pas les modifications des interactions des agents, le degré de déséquilibre, le type de structure et l'instabilité. Ensuite, les définitions systémiques des crises sont plutôt descriptives, alors qu'elles devraient être analytiques.

Une crise internationale est alors définie comme une modification du système international, caractérisée par l'apparition de conflits, des modifications significatives des interactions, une gestion globale de plus en plus délicate du système, une haute probabilité d'hostilités militaires et une remise en cause de la structure du système. Cette définition se réfère aux crises internationales de sécurité militaire (guerre ou paix) seulement. Cependant, certaines crises internationales reflètent aussi l'impact d'intérêts économiques conflictuels.

Il y a trois caractéristiques des crises internationales :

- une menace pour les valeurs fondamentales du système,
- une forte probabilité des hostilités militaires
- la connaissance d'un temps fini pour répondre à la menace de valeur externe.

Ces conditions sont interconnectées et elles se renforcent mutuellement. Ceci est surtout vrai pour les deux premières conditions. En résumé, une crise internationale requiert un changement de comportement de la part au moins de deux adversaires conduisant à une situation conflictuelle plus intense.

Brecher et James retiennent deux grands indicateurs globaux : la gravité et l'importance. La gravité ou l'intensité d'une crise souligne les caractéristiques structurelles d'une crise, alors que son importance met en évidence les formes et les issues possibles de la crise. Les indicateurs retenus pour la gravité d'une crise sont les suivants : le nombre de belligérants potentiels, l'importance de l'hétérogénéité des acteurs en termes de puissance, la qualité géostratégique de la crise, l'implication de grandes puissances, le degré de violence entre les adversaires, les possibilités de dénouement du conflit. L'importance du conflit, c'est-à-dire sa capacité à mettre en oeuvre des changements durables, est mesurée par quatre indicateurs structurels : le changement dans le nombre d'acteurs ou de leur type de régime politique, les évolutions des alliances, les modifications de la distribution du pouvoir entre les États et les changements dans les règles du jeu du système international. Chaque indicateur est analysé à partir des situations possibles et une valorisation ordinale de celles-ci, en fonction de l'importance et la gravité du conflit, est proposée. Par exemple, pour quantifier la violence, une échelle des valeurs de 1 à 4 est déterminée, 1 pour l'absence de violence, 2 pour une violence limitée, 3 pour un conflit débouchant sur une courte guerre et 4 pour une guerre à grande échelle. Il y a donc à la fois un jugement de valeur sur l'importance du conflit et un raisonnement ordinal, en ce sens que l'intensité différente de la violence n'est perçue qu'à travers un classement dont la valeur quantitative n'est évidemment qu'indicative ou repré-

sentative. Chaque indicateur reçoit une pondération dépendant du nombre de ses liens avec les autres indicateurs. Ainsi, pour l'indicateur « implication des superpuissances », quatre relations sont mises en évidence, avec les acteurs, l'hétérogénéité, les résultats et la violence. Dans ces conditions, la pondération de l'indicateur sera égale à 4. Pour simplifier le calcul des indices de sévérité et d'importance, une formule permet de connaître la valeur des crises, selon une échelle allant de 10 (valeur maximale) à 0.

Les résultats empiriques sont présentés en plusieurs étapes. D'abord, les auteurs procèdent à une analyse descriptive des données des conflits pour le calcul des indicateurs de sévérité et d'importance. Ensuite, ils cherchent à mettre en évidence la spécificité de chaque indicateur, par la méthode des corrélations. Ces exercices ont pour but de démontrer que les indices sont significatifs et valides. La gravité de 276 crises est analysée de 1929 à 1979 et les 26 plus grandes crises sont étudiées plus en détail. Enfin, une régression par les moindres carrés ordinaires teste la valeur prédictive de l'indice de sévérité comme variable explicative de l'indice d'importance. Les résultats sont alors plus décevants. Le pouvoir explicatif de l'indice de sévérité est meilleur en situation d'équilibre global qu'en période de transition, mais il s'agit là d'un résultat relativement banal. Globalement, la relation est satisfaisante, mais une étude cas par cas révèle des écarts notables et pas toujours très compréhensibles.

L'étude de Brecher et James confirme la gravité de certains conflits (remilitarisation de la Rhénanie, guerre civile espagnole, Munich, Pearl Harbor, la défaite de la France en 1940, l'invasion des Balkans en 1940, le conflit d'Azerbaïdjan, le blocus de Berlin, les guerres de Corée, le conflit de Suez, le mur de Berlin, la guerre du Congo, la crise de Cuba, la guerre des Six Jours, la guerre du Yom Kippour, la guerre en Angola ou le camp de Shaba en 1978). On est surpris de ne pas y voir figurer la guerre du Vietnam ou la guerre civile libanaise. Les conflits les plus importants sont la guerre d'Égypte (1935), la guerre civile espagnole, l'Anschluss, l'offensive so-

viétique finale (1945), la fin de la guerre mondiale (1945), l'indépendance d'Israël, le blocus de Berlin, l'indépendance de l'Indonésie, la guerre de Corée (1953), l'offensive finale du Nord-Vietnam et le règlement de l'affaire rhodésienne (1979). Il n'y a pas nécessairement correspondance entre la gravité des conflits et leur importance pour le système international.

Cette étude est à la fois originale et intéressante, même si l'explication des indices calculés n'est pas toujours très claire. Il aurait été souhaitable, en outre, d'expliquer pourquoi certains conflits majeurs n'ont pas eu une grande importance structurelle et inversement, de souligner les résultats un peu surprenants obtenus avec cette méthode, afin de les expliquer ou, à défaut, de montrer les limites du calcul des indices. Ce livre fournit une grille de lecture très sérieuse des conflits, même si quelques améliorations et affinements des indicateurs et de leur quantitativisation semblent nécessaires.

Jacques FONTANEL

*Centre d'Études Défense et Sécurité internationale  
Université des Sciences Sociales, Grenoble*

LIPIETZ, Alain. *L'audace ou l'enlèvement : Sur les politiques économiques de la gauche*. Paris, Éditions La Découverte, Coll. « Cahiers libres », 1984, 371p.

Ce livre qui nous convie à une étude de la politique économique de la Gauche depuis 1981, se compose de trois parties : l'héritage, l'enlèvement, l'audace nécessaire. Cette façon de faire permet, d'une part, de mettre en perspective historique le projet de la gauche française, puis d'en montrer les lacunes et les limites, pour enfin ouvrir des voies nouvelles.

Il ne s'agit pas de la seule étude critique des initiatives des gouvernements qui, sous l'autorité de François Mitterrand, passent d'un keynésianisme de gauche aux vertus de la rigueur. Il n'est pas de mon propos cependant de confronter les thèses présentées par Lipietz à celles de Michel Beaud (par exemple). Il est

sans doute plus utile de souligner que cette étude est l'occasion d'appliquer à l'histoire récente de la France la démarche connue sous le nom de l'« école de la régulation ».

Outre ceux de Lipietz, nous connaissons les travaux de Boyer et Mistral, de Coriat, de Bertrand, de Delorme et André, etc., qui se réclament de cette « école ». La présente étude est l'occasion de mettre à l'oeuvre ce cadre conceptuel pour une période relativement courte.

La présentation de la démarche, se caractérise à un double titre. D'abord, l'exposé qui colle à la conjoncture, poursuit un objectif didactique évident ; ce que l'on perd dans la précision et la solidité documentaires, est compensé par une mise en place vulgarisée de l'argumentation. La première partie est l'occasion de rassembler les grands maillons de la démarche analytique qui a été, ailleurs, mise en forme de manière beaucoup plus aride, souvent même hermétique. Mais, au-delà de cet aspect formel, il importe de souligner que Lipietz contribue à combler une lacune souvent reprochée à la démarche : l'insuffisance de l'analyse politique.

En fait, l'« école de la régulation » met l'accent sur les formes institutionnelles qui contribuent à la régularité de l'organisation des rapports socio-économiques. Parmi celles-ci, l'État occupe une place majeure. Cependant, en dépit d'énoncés qui soulignent souvent avec insistance cette place, l'analyse politique reste insatisfaisante car l'État, considéré à partir de ses interventions, joue somme toute un rôle utilitaire ou accessoire dans l'interprétation d'ensemble. Comment se surprendre que des analystes ayant d'abord une formation en économie ne soient pas des « virtuoses » de la sociologie politique. Cette carence est certainement moins l'aveu d'une insensibilité analytique qu'une invite à la mise en oeuvre de travaux ayant pour préoccupation première le champ politique.

En attendant, Alain Lipietz a le mérite de s'interroger sur les rapports sociaux qui produisent la politique économique. Ainsi, il présente un cadre d'interprétation aux alliances politiques qui sous-tendent la droite et la gau-